

**Accord collectif national**

**CRÉATION D'UN FONDS D'ASSURANCE-FORMATION  
DES SALARIÉS DES EXPLOITATIONS  
ET ENTREPRISES AGRICOLES  
(MÉTROPOLE)**

**(23 novembre 1972)**

(Etendue par arrêté du 27 juillet 1995  
*Journal officiel* du 8 août 1995)

---

■ *Journal officiel* du 2 avril 2005

**Arrêté du 9 mars 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de travail créant un fonds d'assurance-formation des salariés des exploitations et entreprises agricoles**

NOR : AGRF0500714A

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité,  
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu le livre IX du code du travail (parties Législative et Réglementaire) ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1995 portant extension de la convention collective de travail du 23 novembre 1972 créant un fonds d'assurance-formation des salariés des exploitations et entreprises agricoles et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 14 juin 2004 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 20 janvier 2005 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions de l'avenant n° 20 du 14 juin 2004 à la convention collective nationale de travail du 23 novembre 1972 créant un fonds d'assurance-formation des salariés des exploitations et entreprises agricoles sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, tel que complété par l'avenant susmentionné.

### Article 2

L'extension de l'avenant précité est prononcé sous réserve de l'application au paragraphe J du point 2 de l'article 4 de la convention, tel que modifié par l'article 2 dudit avenant, des dispositions législatives et réglementaires concernant l'agrément de l'organisme collecteur paritaire (art. L. 961-9, L. 961-12 et R. 964-1 du code du travail).

### Article 3

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 23 novembre 1972 précitée.

### Article 4

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 2005.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :  
*L'ingénieure en chef du génie rural,  
des eaux et des forêts,*  
V. METRICH-HECQUET

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/46 en date du 11 décembre 2004, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.